



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 029-212901615-20231218-DCM2023\_5\_7-DE

EXTRAIT

## DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de  
Conseillers : 23

En exercice : 20

Présents : 17

Votants : 20

**N° 2023-5-7**

L'an deux mil vingt-trois, Le dix-huit décembre à 20 heures,  
Le Conseil Municipal de la commune de Pleuven, dûment convoqué, s'est réuni en  
session ordinaire, sous la présidence de Monsieur David DEL NERO, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 décembre 2023

Monsieur Mikael SIMON est nommé secrétaire de séance

Présents : DEL NERO David, BERTHOLOM Cyril, CASELLINO Mona, HERFAUT Denis,  
MARTIN Corinne, ARZUR Yvon, LAGADIC Christophe, LE BER Caroline, RIVIERE  
Christian, ROUE Christian, SIMON Mikaël, SINIC Aurélie, LE BOSSER Olivia,  
CARLIER Morgane, MILIN Claudine, CARIOU Philippe, GOURVES Muriel

Procurations : Laurent FRANCHETEAU à Christian ROUÉ, Karine CORNIC à Claudine  
MILIN, Marie-Hélène KERNEVEZ à Mona CASELLINO

---

### **Objet : Délibération de principe autorisant le recrutement d'agents contractuels sur emplois permanents**

---

Monsieur le Maire indique que la majorité des emplois permanents est actuellement  
pourvue par des fonctionnaires en référence aux grades minimum et maximum mentionnés dans le  
tableau des emplois.

A l'issue de la procédure de recrutement, le choix du jury peut se porter, en cas de  
candidature statutaire ne correspondant pas aux besoins, sur la candidature d'un contractuel de  
droit public. Ainsi, il convient de préciser pour l'ensemble des emplois mentionnés au tableau des  
emplois, hors premier grade accessible sans concours, les modalités de recours à ces contractuels.

En effet, l'article L332-23 du CGFP prévoit les principaux cas dans lesquels les collectivités  
peuvent avoir recours à des contractuels. L'article L332-14 (ancien article 3-2 de la loi n°84-53) fait  
référence à la vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire et  
permet d'établir un contrat d'un an maximum, renouvelable 1 fois si la nouvelle procédure de  
recrutement n'a pas abouti. L'article L332-8 du CGFP (ancien article 3-3-2 de la loi n°84-53) prévoit  
désormais pour les 3 catégories, lorsque la nature des fonctions ou le besoin du service le  
justifient, de proposer un contrat de 3 ans maximum, renouvelable dans la limite de 6 ans pouvant  
conduire à un CDI au-delà, là encore après nouvelle procédure de recrutement.

Ainsi, il est proposé, à défaut de candidat fonctionnaire répondant aux besoins recherchés,  
d'autoriser Monsieur le Maire à pourvoir les emplois permanents par un contractuel disposant des  
diplômes et/ou expériences nécessaires à l'activité, rémunéré selon leurs compétences,  
expériences, résultats.

Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal  
A l'unanimité des présents plus les pouvoirs**

- **Autorise Monsieur le Maire à pourvoir les emplois permanents par un contractuel  
disposant des diplômes et/ou expériences nécessaires à l'activité, rémunéré  
selon leurs compétences, expériences, résultats.**

Délibéré en mairie le jour, mois et an susdits,

Pour copie certifiée conforme,

Le Maire,  
David DEL NERO

